

La gauche française Réorganisation et nouvelles alliances face à une droite renouvelée

Après une année de présidence de Nicolas Sarkozy, la gauche française reste peu audible. Sa crise idéologique et politique est loin d'être dépassée. Les résultats aux élections municipales et cantonales en mars 2008 peuvent faire illusion dans la mesure où la droite a incontestablement subi un échec¹. La gauche a gagné des positions au niveau des villes et cantons, en premier lieu le PS, mais les retombées en terme d'action plus déterminée et plus efficace face au rouleau compresseur de Sarkozy se font toujours attendre. Jusqu'à présent, malgré la difficulté de Sarkozy de renouveler de façon originale et durable l'hégémonie du néolibéralisme, on ne voit pas apparaître les contours d'une alternative à gauche.

Sarkozy mène une guerre de mouvement, sans cesse renouvelée. Pierre Musso souligne les similitudes avec Berlusconi, « d'abord en termes de positionnement politique. Le point clé : tous les deux se positionnent contre la politique traditionnelle et se présentent comme des hommes de la rupture. Ils récupèrent à l'intérieur de la politique la critique de la politique. »² Ils s'emparent de la multitude des problèmes en proposant face à chacun d'entre eux *une* solution, sans claironner que cela serait *la seule* solution, mais en faisant la démonstration que « du mouvement » est possible, que la politique est de retour. Cette attitude semble correspondre à un pragmatisme

extrêmement développé, loin de toute doctrine fermée. Cependant, une logique cohérente est bien à l'œuvre. Il s'agit de la traduction concrète d'une marche à suivre que Sarkozy s'est mis à élaborer, bien avant d'être officiellement candidat, en réorganisant la droite et en développant au sein de l'UMP un véritable travail de contenu, s'appuyant sur les recherches et compétences les plus porteuses pour ses objectifs indépendamment du fait qu'elles viennent de droite ou de gauche. « Observé sur plusieurs années, avec les événements de 2005 en arrière-plan, le trait majeur de la campagne de Sarkozy a été une stratégie d'hégémonie, donc à caractère culturel et idéologique, avant d'être programmatique et électorale. Gramsci est ici la référence, par son analyse d'un affrontement politique qui se mène d'abord sur les représentations et les valeurs, puis sur le pouvoir proprement dit ; soit, aussi, une confrontation qui se joue dans la société civile avant d'aboutir sur la scène politique, ou électorale. »³

Certes, Sarkozy est au plus bas des sondages, et l'abandon du « bling bling » n'a pas permis de rétablir la confiance. Sur la défensive mais décidé à ne pas lâcher, il met en avant les aspects autoritaires et multiplie les fronts occasionnant ainsi de nombreux conflits. Le mécontentement est soit enfoui, soit audible et tous les sondages montrent la fatigue, la déception, le moral en berne des Français. Pourtant, le rouleau compresseur des « réformes » continue son chemin. Ce qui semble indiquer un problème central auquel la gauche devrait s'affronter sans biaiser : une guerre de mouvement adroitement menée peut se poursuivre malgré une légitimité réduite dans l'opinion publique dans une situation où la gauche ne s'avère pas être capable de mener une bataille idéologique sérieuse et conséquente autour des confrontations sociales, politiques, idéologiques majeures. Les protestations butent ainsi sur un mur pour l'instant infranchissable. Aujourd'hui, malgré ses difficultés évidentes, la droite pense avoir gagné la bataille idéologique. « Nous sortons du relativisme culturel et moral que la gauche française des années 1980 avait diffusé dans le pays » s'est réjoui le Premier ministre François Fillon⁴. En démontrant en quoi les marqueurs de la droite l'auraient emporté sur les valeurs de la gauche : les

heures supplémentaires plutôt que le partage du travail, les devoirs face aux droits, le sens de la responsabilité plutôt que l'impunité, le service minimum plutôt que la grève...⁵

Les syndicats se trouvent dans ce contexte dans une situation particulièrement exposée. Tout récemment, avec le renversement abrupt des régulations du temps de travail au Parlement, ce qui restait des fameuses « 35 heures », on a pu constater à quel point Président, gouvernement et majorité se sentent autorisés à mettre en pièces régulations légales et résultats des négociations (de ce printemps) entre partenaires sociaux. Après avoir fait pression sur les syndicats durant toute la négociation en expliquant que faute d'accord rapide, la loi interviendrait – et cela évidemment dans un sens plus défavorable aux salariés –, c'est finalement par voie légale que non seulement l'accord n'est pas entériné comme promis, mais que tout l'édifice difficilement tricoté concernant la régulation du temps de travail est renversé. La nouvelle loi augmente le temps de travail (en parallèle avec la directive européenne autorisant jusqu'à 65h hebdomadaires), accroît la flexibilité, fait reculer la maîtrise de leur temps de travail par les salariés, annule les repos compensateurs pour des heures supplémentaires effectuées, favorise l'individualisation des accords, rend l'accord de branche hiérarchiquement subsidiaire à celui de l'entreprise, mais maintient les allègements de cotisations sociales consentis dans le cadre des 35h. Le gouvernement « s'assoit lui-même sur les principes qu'il prétendait promouvoir en matière de dialogue social. Le gouvernement ne supporte pas l'idée que les organisations syndicales aient un rôle de représentation et de négociation indépendant du pouvoir politique. Le respect de cette indépendance est pourtant une composante essentielle de la démocratie », résume Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT⁶. Globalement, la liste des luttes et actions de résistances est impressionnante mais, en même temps, la multiplication des fronts et offensives contre le monde du travail rend la constitution de front uni difficile.

La « réforme » du temps de travail est un exemple illustrant parfaitement à quel point le remodelage souhaité par Sarkozy est radical et brutal. C'est

également une fuite en avant dans la mesure où les annonces du type « travailler plus pour gagner plus », « nous allons chercher le point de croissance qui manque », etc., n'ont donné aucun résultat positif. Dans le cadre du capitalisme financiarisé dont la priorité n'est pas la croissance de l'économie réelle mais la rentabilité financière immédiate, des options politiques comme celle de Sarkozy ne peuvent qu'aiguïser la crise. L'ambiguïté qu'a laissée planer Sarkozy en promettant une forte intervention politique en matière économique tout en encourageant la concurrence devient vite intenable dans le contexte présent. Le « choc de croissance » annoncé n'a pas eu lieu et Sarkozy s'est vu obligé d'effectuer un revirement en matière de politique économique et sociale et de tirer le frein à main quant à la politique fiscale⁷. Malgré les désillusions et contradictions croissantes, le terrain reste assez favorable à la droite dans la mesure où la gauche ne développe pas un nouveau discours, de nouveaux concepts et une intervention politique ambitieuse, crédible, mobilisatrice.

Si Sarkozy a pu reprendre à son compte l'exigence d'une action politique vigoureuse, c'est bien le résultat d'une faiblesse éclatante à gauche⁸. Les organisations de gauche, dans leur ensemble, ont connu des difficultés importantes à interpréter de façon cohérente les profondes transformations du mode de production depuis les années 1970, suivies de la dénonciation du compromis de classe asymétrique installé dans la période fordiste et débouchant sur une économie politique de l'insécurité qui entraîne progressivement le salariat dans la spirale de la précarisation. Par conséquent, la vague néolibérale a déferlé, dans un premier temps sans trop de résistance. Renoncement du côté de la social-démocratie et échec confirmé de l'expérience du « socialisme d'État » à l'Est ont aggravé la crise de la gauche. Les forces de gauche dans leur ensemble n'ont pas su relever le défi de contrer au moyen de nouvelles politiques, de nouvelles conceptions stratégiques l'émergence du capitalisme financiarisé avec son cortège de démontages sociaux.

Gauche : désaffection des milieux populaires⁹

Le PS semble avoir été longtemps sourd face aux analyses qui démontrent le mouvement continu de

distanciation des milieux populaires (ouvriers et employés)¹⁰ avec ce qu'on appelle « la gauche de gouvernement »¹¹. Après une phase de pénétration gaulliste relativement significative en milieu ouvrier (1958/1969), c'est dans l'ère Mitterrand qu'après les ouvriers¹², les employés et cadres moyens basculent à gauche. Le tournant politique néolibéral pris en 1983 par le gouvernement Mauroy, suivi de la sortie du PCF du gouvernement un an plus tard, commence à inverser la tendance. Avec le choix de la rigueur et du marché commun, la suppression de l'indexation des prix et des salaires, c'est la fin de la période durant laquelle les travailleurs arrivaient à récupérer la moitié environ des gains de productivité et à améliorer leur pouvoir d'achat. Suivent les années de l'émergence du Front national qui réussit à capter le sentiment d'impuissance, d'abandon par les institutions et les représentants politiques, l'angoisse du déclassement qui s'accroît au sein des milieux populaires, alors que par ailleurs le vote ouvrier de gauche s'érode à travers l'abstention massive. Lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992, seul un quart des inscrits issus des milieux populaires vote oui, près de 45 % des ouvriers et 40 % des employés votent contre la politique européenne de Mitterrand après une campagne où le Non souverainiste, lepéniste est plus audible que le Non de gauche contestant l'offensive néolibérale. Aux législatives de 1993, la droite devance pour la première fois la gauche dans les milieux populaires. « De 1995 à 2002, de Maastricht à la constitution européenne¹³, on assiste à un glissement général du salariat¹⁴ dans la protestation ou dans le vote « non »¹⁵. Depuis le début des années 1990 se conforte le doute sur le système politique, et un clivage s'opère entre « partis de gouvernement », « forces politiques dans le système » et partis « extrêmes », « forces de protestation » — les premiers rassemblant davantage les retraités et cadres, les seconds attirant avant tout les milieux populaires et les catégories intermédiaires.

Durant la deuxième moitié des années 1990, Chirac prend à son compte le thème de la « fracture sociale » qu'il promet de réduire, mais le manque de résultat fait perdre la droite et permet en 1997 l'arrivée de Jospin au gouvernement, porté par le premier grand mouvement de contestation du néolibéralisme en

1995. L'élection présidentielle de 2002 sanctionne lourdement la gauche plurielle et montre une radicalisation des votes des milieux populaires. Les milieux populaires votent moins pour la gauche de gouvernement que les classes moyennes et supérieures salariées et que les retraités. Le tremblement de terre du 21 avril 2002 a son épicerie dans les milieux populaires, après une décennie de distanciation de la gauche traditionnelle. L'idée « que les milieux populaires, du fait de leur situation sociale, constitueraient un « électorat naturel » pour la gauche de gouvernement est une idée qu'il faut désormais discuter et contester. Pour autant, cette désaffection relative ne profite pas à la droite de gouvernement ». Plus les milieux populaires votent, plus le vote protestataire pèse dans les résultats. Depuis le début de ce siècle, ce vote protestataire est rejoint par une partie des classes moyennes. Le référendum du 29 mai 2005 prolonge et approfondit référendum sur Maastricht. Lorsqu'en 1992, le Non est majoritaire uniquement dans les milieux populaires, avec 20 points de plus que les catégories intermédiaires, le Non en 2005 est majoritaire dans l'ensemble du salariat, chez une partie des classes moyennes et supérieures ¹⁶.

Alors qu'en France la critique des marchés, voire du capitalisme, est plus forte que dans les autres pays européens, cela ne se traduit pas systématiquement dans les résultats électoraux. L'opinion publique apparaît comme contradictoire, comme une sorte de mixte entre libéralisme et anti-libéralisme. L'émergence du mouvement altermondialiste reflète et fait grandir le rejet du néolibéralisme, mais l'angle de sa critique reste en général restreint et porte davantage sur la sphère de la circulation des capitaux en laissant la sphère de l'exploitation, le cœur de la confrontation capital/travail de côté. Il s'avère difficile de transformer la critique du néolibéralisme en alternative à gauche.

Quelle gauche

Suite aux tremblements de terre de 2002 et de 2005 ¹⁷, la droite sous Sarkozy a travaillé à son propre renouvellement, en cherchant, à partir des contradictions nouvelles, la voie pour devenir majoritaire. La gauche n'a pas réussi à tirer les

enseignements nécessaires du choc de 2002. Le PS avait misé sur une alternance quasi automatique. À gauche du PS, les efforts de renouvellement ont été plus conséquents ce qui a rendu possible l'impulsion en commun— par la gauche critique et les forces antilibérales— d'une dynamique gagnante lors de la campagne référendaire en 2005. Par la suite, les forces ainsi rassemblées n'ont pas su transformer leur mouvement commun contre le néolibéralisme en un projet de gauche pouvant fonder des candidatures communes à la présidentielle et aux législatives de 2007. Les résultats de la présidentielle 2007 constituent pour la gauche globalement les plus mauvais depuis 1969. Les difficultés apparues durant ces années ont mis en lumière l'insuffisance de renouvellement sur le fond au cours des dernières décennies.

La gauche n'avait pas pris la mesure des bouleversements de la société, des conséquences économiques, sociales, politiques, idéologiques de l'offensive néolibérale à partir des années 1970. Le système politique s'était modifié, avec l'apparition de « l'alternance » où, lors de chaque élection nationale, les électeurs avaient décidé de sortir les sortants. Afin d'éviter des « cohabitations » entre un président de gauche ou de droite avec un gouvernement de l'autre camp, la constitution a fini par être présidentialisée ¹⁸ ce qui s'est avéré très profitable à la droite. Mais en réalité, ce n'est pas l'alternance qui décrit le mieux le mouvement dans la mesure où il s'agit plutôt d'une érosion continue des positions de la gauche gouvernementale aux élections nationales depuis le tournant politique de 1983. Lorsque la direction actuelle du PS se réjouit de l'arrivée en France du bipartisme ayant marqué l'histoire politique de nombreux pays européens, c'est une optique bien superficielle dans la mesure où ses bases sociales sont considérablement fragilisées et où l'évolution du PS vers le centre ¹⁹ ne lui permettra pas de les consolider. Par ailleurs, une forte aspiration « d'autre chose à gauche » continue de marquer la société française. Elle peut se traduire dans des comportements électoraux rendant très difficile au PS sa recherche de redevenir majoritaire.

La candidate Royal n'a pas su répondre aux questions sociales les plus urgentes, et le « vote utile »

en sa faveur n'a pas fait le compte, dans ces conditions, malgré le fait que 52 % des sondés affirmaient que Sarkozy les inquiétait²⁰. Sarkozy l'a emporté en étant perçu comme celui « qui veut vraiment changer les choses »²¹. La critique de la campagne présidentielle de Ségolène Royal au sein de la direction du PS reste superficielle, ne creuse pas la question de l'inquiétante distance avec les milieux populaires. « L'électorat populaire est un objectif stratégique. C'est un monde étranger à Ségolène Royal. Cette population se sent peut-être trahie par la politique, mais elle n'a pas d'autre recours que la politique ». C'est ainsi que Henri Guaino, conseiller et plume de Sarkozy, résume la confrontation.

Dans la phase actuelle de préparation du congrès du PS (novembre 2008), différents points de vue s'expriment dans les 21 contributions officiellement déposées. Il n'est pas aisé de chercher à identifier dès à présent les lignes majeures de confrontation. Tentons néanmoins de restituer quelques éléments du débat.

Sans avoir tranché les débats du congrès, le PS s'est donné récemment comme socle commun une nouvelle « Déclaration de principes » ratifiée par 82 % des adhérents — dont plus de la moitié n'avait pas pris part au référendum interne — où il est dit : « Le Parti socialiste est un parti réformiste. Il entend exercer les responsabilités de gouvernement à tous les niveaux, afin de changer la société. » François Hollande, Ségolène Royal, Martine Aubry, Bertrand Delanoë, Pierre Moscovici ou encore Laurent Fabius semblent s'identifier parfaitement avec ce positionnement. Laurent Fabius souligne de son côté « la faillite de l'idée d'autorégulation » dont témoignent les crises écologique, économique, sociale, énergétique et alimentaire et plaide pour que le PS s'oriente vers une « reconquête à gauche »²². L'aile gauche ayant fourni 5 des 21 contributions ne reprend pas cette définition à son compte. Benoît Hamon (député européen) fait mention des 13 défaites que la social-démocratie européenne a accumulées en 2 ans lors de 15 scrutins nationaux. Avec Henri Emmanuelli (ancien secrétaire national du PS), il défend la nécessité de rompre avec le système, considère que la gauche ne gagne pas quand elle va sur le terrain de la droite et plaide pour la reconquête des classes populaires et moyennes en

proposant une politique de gauche axée sur la lutte contre les inégalités, la redistribution, la défense des services publics, des protections sociales et du droit du travail. Ils refusent de s'adapter car « c'est plier », considèrent qu'il faut « adapter l'économie aux exigences des peuples » et « régénérer le clivage gauche/droite, lui rendre le tranchant que le conflit brutal d'intérêts, économiques ou sociaux, légitime. » Jean-Luc Mélenchon, une des personnalités de la campagne du Non au référendum 2005, se fixe comme but « d'empêcher la mutation du Parti socialiste en Parti démocrate comme en Italie ». Deux anciens ministres, Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès, cherchent à rassembler « tous ceux qui ne veulent pas de ce réformisme au rabais [...] qui croient que la politique a pour objet de changer le cours des choses. » Marc Dolez, figure dans la région du Nord, se veut fidèle au « caractère anticapitaliste » du PS et appelle à « l'insurrection militante » pour résister à ceux qui veulent la « liquidation du parti de Jaurès. »²³

La prise de conscience de la distanciation durable des milieux populaires du PS grandit, mais les enseignements qui en sont tirés divergent. « Seule une gauche résolue et déterminée peut remettre la justice sociale au cœur de l'action politique, dépasser le modèle exclusif du libre échange sans précaution, et redonner du sens au clivage gauche-droite » ; « ce n'est pas au moment où le modèle libéral est en échec qu'il faut réhabiliter ce concept dépassé », disent Hamon/Emmanuelli lors de la présentation de leur texte²⁴. Ils prônent une nouvelle conflictualité, en opposition au discours de Delanoë et de Royal qui, elle, continue sa campagne — en accentuant le glissement à droite²⁵, comme si elle n'avait pas perdu. Bertrand Delanoë, Maire de Paris et un des prétendants à la succession de François Hollande va jusqu'à se réclamer²⁶ de l'héritage du libéralisme, certes tout en refusant le « laisser-faire économique et commercial » et « le désengagement de l'État ». En effet, une des lignes de partage semble devenir d'un côté le discours centré sur « les valeurs », contournant les questions sociales pressantes, tel que Royal l'a prolongé lors de sa campagne, et de l'autre côté une plus grande attention aux enjeux économiques et sociaux qu'on constate d'un côté chez « l'aile gauche », mais aussi — avec des

réponses et divergentes – chez des personnalités socialistes aussi différentes que Fabius, Aubry, Strauss-Kahn. Le type d'État à mettre en place aujourd'hui est au cœur des débats. On peut émettre l'hypothèse que compte tenu de la nature des questions d'orientation posées, l'évolution de la crise multiforme du capitalisme financiarisé, l'état du mouvement social et de la confrontation idéologique et politique à la rentrée auront un impact relativement important sur l'issue de la confrontation. Le contexte d'aiguinement de crise sera-t-il favorable à ceux qui militent, comme Gérard Grunberg et Alain Bergougnoux, deux idéologues du PS, en faveur d'une adaptation du PS au social-libéralisme de la social-démocratie européenne ? Quelle analyse va l'emporter concernant les échecs électoraux à l'échelle européenne mentionnés par Hamon, le désastre du parti devenu « démocrate » en Italie, ou encore les nouvelles contradictions auxquelles se voient confrontés des partis sociaux-libéraux comme par exemple aujourd'hui en Allemagne lorsque des forces de gauche prennent de l'ampleur dans leur pays ?

Les différentes composantes de la gauche sont non seulement confrontées à l'urgence de redéfinir leurs projets politiques mais aussi à celle de reconsidérer leur stratégie et notamment leurs alliances électorales.

La LCR s'efforce de jeter les bases de la fondation d'un nouveau parti, un projet actuellement appelé « Nouveau parti anticapitaliste » (NPA). 800 délégués, dont un tiers membres de la LCR, se sont retrouvés pour une première rencontre nationale en juin. Si, pour l'instant, le projet avance « par consensus », les choix stratégiques et programmatiques, le rapport aux institutions et aux autres forces de gauche ainsi que le nom de ce futur parti restent flous. Besancenot qui a le vent en poupe ²⁷ défend une ligne proposant une rupture « radicale » avec le système et refuse tout rapprochement stratégique avec « l'autre gauche », c'est-à-dire celle qui ne rejette pas de s'unir avec le PS. Il considère que « chercher à peser de l'intérieur dans de nouvelles alliances avec un Parti socialiste qui s'inscrit de plus en plus dans le cadre de l'économie de marché ne peut déboucher que sur une impasse. » ²⁸ En attendant, les médias jouent au ping-pong avec Royal d'un côté et Besancenot de l'autre. Il

y a en effet un risque d'une polarisation entre un PS allant vers le centre et de l'autre côté une force stérilisant la protestation sans qu'elle ne puisse produire une nouvelle dynamique politique. Mais il se développe tout de même, de façon certes moins visible, un débat sérieux – au sein des courants de gauche du PS, au PCF, parmi des militants de gauche non organisés parfois tentés de voir du côté du NPA, des syndicalistes et militants associatifs – qui tente de surmonter, malgré les divergences fortes, la crise de la gauche.

Personne à gauche ne peut durablement échapper aux questions concernant les alliances non seulement au sein des institutions mais dès la préparation des élections. Le mode de scrutin – majoritaire à deux tours aux élections présidentielles et législatives – oblige à la formation de blocs avant le deuxième tour. Cette question devient centrale dès lors que le but consiste à proposer aux électeurs d'atteindre une majorité et pas seulement à témoigner. Julien Dray, un des ténors du PS, prenant conscience que la montée de la LCR (ou de l'organisation qui lui succédera) pourra dorénavant constituer un obstacle pour gagner la majorité si toutes les voix de gauche ne se regroupent pas au 2^e tour, appelle à la formation – durablement, au-delà des seules échéances électorales – d'une grande coalition arc-en-ciel. D'autres projets comme une grande fédération plurielle de toute la gauche ont été avancés depuis des années, mais sans début de réalisation.

Au-delà des enjeux électoraux se posent les questions de savoir comment rassembler les forces disponibles pour combattre la politique de la droite, au quotidien. Les moyens de sortir de l'impuissance face à Sarkozy sont – compte tenu des expériences 2007/2008 – non seulement une question qui se pose aux forces politiques mais également au sein des syndicats, mouvements et parmi des intellectuels engagés. Une rencontre européenne en juin à Paris a montré non seulement l'attente de personnalités représentant ces milieux face à la gauche mais également une plus grande disponibilité pour engager un travail qui serait à construire en commun ²⁹.

Pour les élections au Parlement européen (juin 2009) se pose en France la question de savoir si

une sorte de front commun, de rassemblement saurait prolonger les mobilisations communes du Non de gauche au référendum 2005, tout en élargissant ce regroupement à des forces de gauche critiquant l'Europe néolibérale et ayant choisi le Oui en 2005. Des idées telles qu'un front électoral commun sont parfois avancées, mais les cicatrices de l'échec de la candidature antilibérale commune à la présidentielle ne sont pas fermées. La LCR est fortement critiquée pour avoir la première refusé toute recherche commune pour favoriser sa propre candidature (Besancenot) ; le PCF paie cher son refus d'accepter une autre candidature commune que celle de sa secrétaire nationale (Buffet) ; le groupement autour de Mélenchon (sénateur socialiste)³⁰ est critiqué pour avoir abandonné et choisi son maintien au PS, et la coordination de quelques collectifs maintenus mais isolés ayant fait campagne pour Bové n'a pas de véritable légitimité. Le gros des militants non organisés politiquement se retrouve par conséquent sans cadre de travail à l'échelle nationale. L'expérience des élections municipales a cependant montré que, dès lors qu'il y a un projet de gauche élaboré en commun, un objectif politique partagé, une méthode rassembleuse et respectant chacun des partenaires (hors ambitions hégémoniques), et donc une certaine crédibilité pour pouvoir avancer réellement, des dynamiques politiques auxquelles participent de nombreux citoyens sans appartenance partisane se développent une fois de plus.

L'idée de front commun aux élections européennes, de rassemblement innovant en France mais aussi à l'échelle européenne ne peut pas s'appuyer sur quelque chose d'existant actuellement. Il s'agirait au contraire d'inventer un processus nouveau qui permettrait de redonner confiance en la possibilité d'une dynamique nouvelle. Cela supposerait en premier de formuler quelques objectifs politiques forts pouvant mobiliser nombre de celles et ceux qui avaient partagé la critique radicale du projet de traité constitutionnel européen afin que leur refus puisse se traduire cette fois-ci par une modification des rapports de force politiques en Europe. Le thème posé au centre de l'université du Parti de la Gauche européenne : le processus de précarisation, à l'échelle européenne,

comme élément d'un nouveau type de domination et les moyens de s'y opposer pourraient constituer un axe rassembleur car touchant précaires, salariés menacés de le devenir, parents et jeunes, et tout particulièrement les femmes. Deuxièmement, cela nécessiterait de la part des forces constituées des signes clairs que leur volonté de créer une nouvelle dynamique face aux Sarkozy, Berlusconi et autres droites en Europe primera sur des considérations secondaires. La proposition d'une telle approche n'est pas sans fondement en ce qui concerne les contenus dans la mesure où un long travail de vérification des convergences et de rédaction d'axes programmatiques a été réalisé en amont de l'élection présidentielle entre différentes composantes à la recherche de candidatures communes. Certes, l'aiguïsement de la crise de l'économie politique, de l'insécurité avec son cortège de divisions au sein des milieux populaires, le remodelage entrepris par Sarkozy et le MEDEF, supposent une amélioration des propositions de gauche mais ce n'est pas un problème insurmontable. Le plus difficile consiste à débloquer la situation et à permettre au potentiel d'« autre chose à gauche » — qui dépasse largement les sphères des organisations existantes — de s'exprimer politiquement.

Le PCF a pu réaliser des expériences de rassemblement parfois intéressantes, parfois douloureuses. Il a pris, majoritairement, conscience du besoin « d'autre chose à gauche » qui est présent dans la société et qui ne saurait se résoudre par la proposition de rejoindre le PCF. Il est trop tôt pour dire quelles conclusions il va en tirer lors de son congrès en décembre³¹. Pour l'instant, la confrontation avec Sarkozy ne prend pas l'ampleur nécessaire. Plus généralement, un grand nombre de questions restées sans réponses se sont accumulées. La critique du capitalisme pour être efficace, pour pouvoir fonder une action politique à partir des contradictions telles qu'elles se présentent aujourd'hui doit être actualisée. La définition du contenu, des contours, des territoires (national, Europe, monde), des acteurs de la lutte de classe contemporaine pose des problèmes théoriques et pratiques. Travail théorique et formation politique ont été négligés. Le travail sur un nouveau type de développement par contre est engagé. Le débat sur visée communiste,

projet politique et stratégie de rassemblement se poursuit. Quant au bilan des différentes expériences stratégiques, la discussion s'avère douloureuse d'autant que les participations gouvernementales dans les années 1980 et plus récemment (1997-2002) n'ont pas fait l'objet d'une véritable évaluation. L'ancienne union de la gauche même sous la forme de « gauche plurielle » n'est certes plus viable, mais elle imprègne encore fortement le paysage politique et rend difficile une critique pertinente de l'évolution du PS ainsi que les conclusions qui doivent en être tirées. Si aux élections locales il s'est avéré possible d'inventer un nouveau type d'union à gauche, de s'affranchir parfois de l'hégémonie du PS – non pour le prendre comme cible mais pour construire des dynamiques nouvelles –, ce n'est pas à présent le cas au niveau national. Concernant le parti en tant que tel, le débat est vif à propos du niveau nécessaire de transformation, de métamorphose de l'organisation et de l'identité. La confrontation est vive entre des positions considérant que la solution passe avant tout par la valorisation de l'identité et de la structure propre du PCF et d'autres qui considèrent que le potentiel que représentent les communistes et le communisme doit contribuer à faire émerger, dans les conditions de ce début de siècle, le besoin de changement radical et des pistes pour aller dans cette direction. Au moment où la capacité de prendre à gauche des initiatives fortes de nature à débloquer la situation se trouve posée, il s'agit de savoir avec quel type de structure, de parti, de fonctionnement les communistes pourraient le mieux y répondre. Face à ces défis d'une telle ampleur, il y a un risque de repli qui pourrait s'avérer lourd de conséquences non seulement pour les militants et élus ³² communistes, mais pour l'ensemble de la gauche.

Pour les communistes et d'autres forces de gauche transformatrices, il s'agit de reconstruire une stratégie, un discours de classe et d'émancipation à partir des contradictions telles qu'elles se présentent aujourd'hui, et à partir des potentiels pouvant faire évoluer ces contradictions dans le sens émancipateur. Cela nécessite de dépasser un angle trop étroit centré sur les seules questions de structures, méthodes, identités politiques. Les bouleversements des années 1980 et 1990 ont multiplié les divisions et ruptures au sein

des classes subalternes, ont produit une société éclatée ³³ dont les contradictions ne manqueront pas de s'aiguiser avec la crise actuelle. Comment concevoir dans un tel contexte un nouveau projet solidaire, comment jeter, au moment où les alliances traditionnelles ne peuvent plus fonctionner, les bases d'une nouvelle alliance de forces sociales les plus motivées par une alternative à gauche, comment engager une bataille idéologique visant, dans la confrontation avec le capitalisme financiarisé et ses soutiens, une nouvelle hégémonie culturelle, comment impulser de façon nouvelle la démocratie, comment transformer la politique afin de générer une nouvelle dynamique émancipatrice ? Ce sont autant de défis que la gauche transformatrice devrait relever en ouvrant un véritable processus de travail associant toutes les énergies disponibles.

Elisabeth Gauthier

Elisabeth Gauthier est directrice d'Espaces Marx, Paris, et co-fondatrice de Transform! Europe

Espaces
Marx
explorer, confronter, innover

- 1 Voir pour une analyse plus détaillée Elisabeth Gauthier, « A New left-wing dynamic ?, The municipal and cantonal elections in France », in *Transform ! 02-2008* (version anglaise), « Neue linke Dynamik ? Die Gemeinderats- und Kantonalwahlen in Frankreich ». In *Sozialismus 4/2008* (version allemande).
- 2 Pierre Musso, *Humanite Dimanche* 10/04/08 ; voir aussi son ouvrage *Le Sarkoberlusconisme*, Éditions de l'Aube, 2008.
- 3 Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir ». Revue *Esprit* juillet 2007.
- 4 Cité dans *Le Monde*, 15/07/08.
- 5 Françoise Fressoz, *Le Monde*, 15/07/08.
- 6 Déclaration de Maryse Dumas, CNNC 11/06/08.
- 7 Pour un bilan plus complet après un an d'exercice du pouvoir voir « Gescheiterte Überwindung der Krise des Neoliberalismus. Die Desillusionierung über das Projekt Sarkozy », Joachim Bischoff und Elisabeth Gauthier, in *Sozialismus 6/2008*.

- 8 Pour une étude plus complète, voir Joachim Bischoff/ Elisabeth Gauthier, « Sarkozy und die Hegemonie des Neoliberalismus », *Supplement Sozialismus* 12/2007.
- 9 Sont ici repris quelques analyses et chiffres développés dans : « Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires », Philippe Guibert/Alain Mergier, Collection Fondation Jean Jaurès, 2007.
- 10 Ces « milieux populaires » comptent environ 15 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population active (au total 27,4 millions dont 2,5 millions de non salariés, 4 millions de cadres et professions intellectuelles, 6 millions de catégories intermédiaires, 8 millions d'employés et 7 millions d'ouvriers). Voir « Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires », Philippe Guibert/Alain Mergier, Collection Fondation Jean Jaurès, 2007.
- 11 On entend aujourd'hui par « gauche de gouvernement » le PS, les Radicaux de gauche, le PCF, le MRC (Chevènement) et le Verts.
- 12 Législatives 1973 : 64 % ouvriers votent à gauche dont 37 % PCF. Présidentielle 74 : basculement de la majorité des employés et cadres moyens à gauche (53 %). Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires. Philippe Guibert/Alain Mergier, Collection Fondation Jean Jaurès, 2007. Les chiffres qui suivent sont également repris de cette étude.
- 13 1995 : grand mouvement social ; 2002 : élection présidentielle où seuls le candidat de droite Chirac et celui du FN Le Pen arrivent au deuxième tour après l'élimination de la gauche au premier tour ; Maastricht : référendum sur le traité européen de 1992 où le oui ne l'emporte que d'extrême justesse ; traité européen : deuxième référendum en 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen où le Non l'emporte avec 54 %.
- 14 Salarariat est une expression plus large que milieux populaires.
- 15 « Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires », Philippe Guibert/Alain Mergier, Collection Fondation Jean Jaurès, 2007 p. 31.
- 16 Les données utilisés dans ce paragraphe sont reprises de l'étude « Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires », Philippe Guibert/Alain Mergier, Collection Fondation Jean Jaurès, 2007, p. 20ff.
- 17 Présidentielle 2002 et Non au Référendum 2005.
- 18 Le mandat présidentiel a été réduit de 7 à 5 ans ce qui signifie simultanéité du rythme électoral, avec les présidentielles qui précèdent de quelques semaines les législatives.
- 19 Le centre en France signifie centre-droite. Lors des présidentielles 2007, c'est François Bayrou qui l'a représenté.
- 20 CEVIPOF – Le Baromètre français, 4e vague février 2007. En comparaison, 26 % se disent inquiets par Bayrou, 28 % par Marie-George Buffet, 30 % par Olivier Besancenot, 42 % par Ségolène Royal et 67 % par Jean-Marie Le Pen.
- 21 Il/elle veut vraiment changer les choses : 72 % le pensent pour Sarkozy, 63 % pour Bayrou, 61 % pour Besancenot, 59 % pour Royal, 57 % pour Buffet, 53 % pour Le Pen. CEVIPOF – Le Baromètre français, 4e vague février 2007.
- 22 Cité par *l'Humanité* 30/06/08.
- 23 Passages des contributions regroupées par Michel Noblecourt, *Le Monde*.
- 24 Cité selon *l'Humanité*, 29/05/08.
- 25 Ainsi, elle vient de proposer concernant la retraite un système à points « donnant droit à une pension mensuelle calculée en fonction de l'espérance de vie moyenne de sa classe d'âge ». Cité par *l'Humanité* 30/06/08.
- 26 Dans son livre récent intitulé *De l'audace*.
- 27 Le leader de la LCR a réussi lors des étapes du référendum 2005, de la lutte contre le CPE en 2006, en tant que candidat à la présidentielle en 2007 et à l'occasion des élections municipales 2008 à gagner une forte popularité qui ne semble pas être éphémère et devenir un phénomène politique (non seulement médiatique) construit et relativement solide que les médias renforcent. Voir Jérôme Fourquet, « Une menace bien réelle. Évolution de la popularité et de l'implantation d'Olivier Besancenot ». www.jean-jaurès.org
- 28 Propos tenus dans *Le Figaro*, cité par *l'Humanité*, 30/06/08.
- 29 À l'initiative de Francis Wurtz (Président du groupe des europarlementaires GUE/NGL) et en coopération avec Espaces Marx, une trentaine de personnalités a pu exprimer ses attentes vis-à-vis de la gauche en Europe. www.100voixpourlechangeement.eu
- 30 PRS (Pour une République sociale) a été une des composantes de l'alliance pour le Non. C'est une association formée par des membres et non membres du PS.
- 31 Les contributions au débat se trouvent sur www.alternativeforge.org
- 32 Sans influence nationale, les positions que le PCF a su tenir aux élections locales récentes ne pourront que continuer de s'effriter ce qui réduirait encore davantage le poids des 13 000 élus (dont la moitié sont membres du PCF et l'autre moitié se situent en proximité du PCF).
- 33 Voir pour une série de données statistiques les annexes de Joachim Bischoff/Elisabeth Gauthier, « Sarkozy und die Hegemonie des Neoliberalismus », *Supplement Sozialismus* 12/2007.